

Tow, William T. *Subregional Security Cooperation in the Third World*. Boulder, Lynne Rienner, 1990, pp. x-155.

Larry A. Swatuk

Volume 23, numéro 3, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703060ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703060ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Swatuk, L. A. (1992). Compte rendu de [Tow, William T. *Subregional Security Cooperation in the Third World*. Boulder, Lynne Rienner, 1990, pp. x-155.] *Études internationales*, 23(3), 666–668. <https://doi.org/10.7202/703060ar>

comme modèles sont précisément des pays qui ne se sont pas endettés, qui n'ont pas laissé leurs marchés nationaux à la merci des importations, et qui n'ont pas comprimé la demande intérieure. De toute façon, la politique du tout-à-l'exportation ne saurait être pratiquée par le monde entier, car les excédents des uns impliquent les déficits des autres. Du reste, la concurrence entre exportateurs (endettés) de matières premières écrase les revenus malgré l'augmentation des volumes exportés.

Dans la troisième partie, Payer avance des propositions en vue de sortir du borbier. Tant que subsistera la dette, l'investissement productif se fera rare, compte tenu que les entrepreneurs reculeront par crainte de voir les créanciers réclamer la priorité sur les revenus. L'annulation des dettes s'impose. Quant à la pénurie des capitaux dans les pays du Tiers Monde, c'est un mythe qu'illustre la difficulté éprouvée par les organismes d'aide à utiliser les fonds qui leur sont alloués. D'où le gaspillage, la corruption, l'importation d'articles de consommation non prioritaires et la fuite des capitaux, bref, le contraire du développement. Les emprunts à l'étranger servent, en fin de compte, à faire durer des structures sociales et politiques sans avenir, et à empêcher le changement.

Comme pour les boissons alcoolisées et les stupéfiants, il est impossible de les proscrire. Il faut donc réglementer leur usage et limiter les abus. Payer conclut par quelques suggestions : équilibrer la balance des paiements, n'emprunter pour la consommation qu'en situation d'urgence, mettre fin aux conditions imposées par

les créanciers, faire surveiller la dette par les citoyens des pays débiteurs, faire accepter les pertes aux créanciers, établir une liste complète et publique des emprunts.

La seule réserve qu'inspire cette remarquable étude touche les mobiles de l'exportation des capitaux. Le soutien déguisé aux exportateurs (l'«emprunt lié») est-il à l'origine des prêts ? Ou s'agit-il d'un argument surajouté pour légitimer l'envoi à l'étranger de capitaux inutilisables à des taux concurrentiels sur le marché national ? Problème qui reste à creuser dans un sujet qui préoccupe les chercheurs depuis le XIX^e siècle et dont l'actualité ne se dément pas.

Samir SAUL

*Département d'histoire
Université de Montréal*

Tow, William T. *Subregional Security Cooperation in the Third World*. Boulder, Lynne Rienner, 1990, pp. x-155.

La décennie des années 1980 a été dramatique pour les pays en développement. De la crise de la dette, aux méfaits du cartel de la drogue ou du florissant marché noir, en passant par l'épidémie du sida, la guerre civile ou les interventions étrangères, les pays en développement n'ont peut-être jamais paru si vulnérables et en position si précaire depuis «les beaux jours» du colonialisme. Cependant, des démocraties, fragiles, émergent çà et là, et les sociétés civiles remplacent peu à peu les États qui ont failli misérablement au rôle qu'ils s'étaient attribué de «moteur du développe-

ment». Aussi, la sécurité de l'État apparaissant toujours insaisissable, des regroupements de citoyens, femmes, jeunes, groupes religieux, syndicats et autres, travaillent activement à la création d'une sécurité individuelle, celle du citoyen.

Ces nouvelles forces sociales ont amené une révision théorique dans le domaine de la sécurité et du développement. Une littérature grandissante reflète cette redéfinition. Le livre de William Tow, *Subregional Security Cooperation in the Third World*, se veut un apport dans cette direction : «With the decline of the Cold War, international politics has been transformed by how states and institutions define and pursue their regional security» (p.1).

Hélas, ce n'est malheureusement pas le cas. Tow a choisi de chercher et d'identifier les mécanismes conçus pour réduire la fréquence et l'étendue des conflits régionaux par une étude située au croisement d'une analyse étato-centrique et d'une praxis militaro-stratégique. Dans sa recherche des sources d'insécurité dans le Tiers-Monde, il fournit une explication partielle, plus ténébreuse qu'éclairante, qui tient davantage de la restriction que de la redéfinition.

Par exemple, en affirmant que les organisations de sécurité subrégionale tentent d'émerger de l'épreuve des conflits politiques régionaux, et que tous les États du Tiers-Monde font face à des problèmes similaires au niveau interne et international (p.9), l'auteur oublie de considérer la possibilité que ces «sources» peuvent elles-mêmes devenir des variables intermédiaires. Ainsi, tout en reconnaissant

que «deux réalités persistantes» – une dépendance économique et une puissance militaire d'intervention – minent continuellement les efforts de coopération dans le domaine de la sécurité (p. 13), il ne franchit pas l'étape suivante qui est de localiser la variable causale de l'insécurité dans le Tiers-Monde : l'incorporation périphérique et une marginalisation dans le système mondial capitaliste. Bien plus, à aucun moment, l'auteur ne prend la peine de définir ce concept de «sécurité», tant il accepte une définition traditionnelle, largement réaliste de ce concept.

Bien entendu, mettre fin à un conflit politico-militaire demeure un pré-requis nécessaire à la sécurité étatique et individuelle; mais il est risible de penser que le développement attendu surviendra immédiatement après. Est-ce que la fin de la «menace» que représentait la Grenade a augmenté, comme le suggère l'auteur, la sécurité des pays de l'OECA (p.16)? En fait, la sécurité de certains régimes conservateurs a pu être renforcée, mais l'incapacité pour la majorité des paysans et des ouvriers de la région d'atteindre un développement indépendant et alternatif réside toujours dans la cause principale de l'insécurité des Caraïbes : l'hégémonie américaine, les conditions imposées par le FMI et l'idéologie *comprador*.

Tow contesterait sûrement ce dernier point en raison d'un biais idéologique qui transparait clairement tout au long de son analyse : sur le plan politique, il est pro-américain et sur le plan économique, il est pro-libéraliste. Bien qu'il ne l'admette pas, son indifférence à la crise de la dette (brièvement mentionnée à la p. 133)

comme source majeure d'insécurité et aux conditions de réforme imposées par le FMI comme source de division inter-étatique, en disent long à ce sujet.

Le contenu de ce livre s'inspire largement du contexte de la guerre froide, et si ce n'était d'une référence hâtive à la libération de Nelson Mandela en février 1990 (p. 118), l'on doit supposer que les événements dramatiques de cette fin de décennie sont passés inaperçus aux yeux de l'auteur et des éditeurs.

En dépit de ces faiblesses théoriques et analytiques, ce livre n'est pas sans valeur. Premièrement, la description et la comparaison de cinq organisations de sécurité régionales, peu connues, sont à la fois assez solides et controversées pour attirer la curiosité ou la colère des lecteurs. Il contribue ainsi, peut-être inconsciemment, à l'avancement des connaissances. Deuxièmement, sa thèse sur l'émergence de ces organisations comme une réponse régionale rationnelle et fonctionnelle à des problèmes régionaux négligés ou exacerbés par des organisations régionales plus larges et de puissants acteurs et/ou coalition internationale, tient lieu d'une victoire sur le sentier de la libéralisation du Sud des jeux politiques externes et de l'enchevêtrement Est-Ouest. Troisièmement, et en dernier lieu, son point de vue sur les périls du maintien et de la cohésion des regroupements de sécurité régionale au-delà de leur vocation première (par exemple: la menace sud-africaine en Afrique australe), surtout si ce problème s'estompe, est un témoignage éloquent de la vulnérabilité des États du Tiers-Monde à la déstabilisation interne et

externe et à une prédisposition à affronter seuls ces problèmes. Ce dernier point nous ramène à des sources de tensions négligées par l'auteur (dette et FMI), reflétant ainsi peut-être davantage un problème d'épistémologie que de préférence personnelle.

En résumé, ce livre, à l'instar des organisations étudiées par Tow, suscite beaucoup d'espoir, laisse présager de belles promesses, mais périlclite rapidement, en laissant au lecteur désappointé le soin de revoir dans sa tête le scénario de ce «qui aurait pu être».

Larry A. SWATUK

*Département de science politique
Université Dalhousie, Halifax, Canada*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

DRACHE, D. et GERTLER, M.S. (ed.)
The New Era of Global Competition: State Policy and Market Power. Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, 470 p.

La tenue d'un colloque conjoint Canada-Italie sur les politiques gouvernementales et le développement inégal, à l'Université de Pise, en 1989, se trouve à l'origine de cet ouvrage. La version remaniée de vingt communications d'universitaires anglophones, en grande majorité de l'Ontario, font l'objet d'autant de chapitres. Les changements majeurs dans les politiques économiques enregistrés à l'échelle internationale durant la